

# Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

Hors-série Arabie saoudite 15 janvier 2017

## **LA MENACE MONDIALE DE L'IDÉOLOGIE WAHHABITE**

La France est aujourd'hui confrontée à la double menace de l'islam radical et terroriste dont le foyer se situe au Moyen-Orient. Elle doit donc lutter contre des groupes armés comme Daech et Al-Qaida, mais aussi contre les idéologies sur lesquelles se fondent ces mouvements extrémistes (salafisme, wahhabisme, idéologie des Frères musulmans) et les Etats qui les soutiennent.

Au premier rang de ceux-ci figure l'Arabie saoudite, l'un des Etats les plus inégalitaires au monde, une monarchie extrémiste, hypocrite et esclavagiste, bafouant les libertés politiques et religieuses, les droits de la femme et des étrangers, le droit du travail et soutenant massivement l'intégrisme religieux conduisant au djihad partout dans le monde, avec l'espoir illusoire que les créatures qu'elle a enfanté ne se retournent pas un jour contre elle.

Il convient de rappeler que c'est en grande partie grâce à l'appui de l'Arabie saoudite – et à l'argent du pétrole - que depuis les années 1980 le terrorisme islamiste s'est répandu dans de très nombreux pays. Aujourd'hui, Riyad laisse toujours certains de ses ressortissants fortunés appuyer Daesh. Ainsi, le soutien à « l'Etat islamique » se poursuit via de nombreux canaux en provenance du monde arabe. Les frontières saoudiennes de « l'Etat islamique » ne sont volontairement pas contrôlées, de nouveaux combattants peuvent ainsi y entrer, du ravitaillement peut y parvenir et de nombreux trafics de toute nature se développer. Daesh est donc loin d'être asphyxié grâce à la bienveillance de Riyad. Aussi, tant que cette organisation terroriste bénéficiera de tels sponsors, elle continuera de prospérer.

Il faut rappeler que Riyad n'a jamais cherché à lutter contre Daesh et ne participe que très marginalement à la coalition internationale agissant contre lui, n'engageant qu'une quinzaine d'avions de combat qui ont ordre de n'intervenir qu'en Syrie ! En revanche, le royaume a mobilisé ses forces et fait appel à ses alliés (Bahrein, Qatar, Emirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Maroc, Soudan, etc.) pour conduire une sanglante guerre d'agression au Yémen (opération *Tempête décisive*) à laquelle Washington a donné son feu vert.

Depuis mars 2015, la coalition internationale menée par Riyad s'attache à remettre au pouvoir le gouvernement d'Abd Rabo Mansour Hadi, afin d'empêcher l'installation d'un régime chiite à sa frontière méridionale. Dans ce conflit, les Saoudiens sont aidés par les Etats-Unis qui leur fournissent armement, renseignements et ravitaillent leurs avions. Les combats ont déjà provoqué plus de 15 000 morts dont beaucoup de civils. L'Arabie saoudite bombarde systématiquement les infrastructures du pays - y compris les hôpitaux - et exerce un blocus sur les zones rebelles au point que des millions de Yéménites n'ont plus de quoi se nourrir ; trois millions ont fui les zones de combat. Le 8 octobre 2016, les avions saoudiens ont pris pour cible une cérémonie funéraire à Sanaa, tuant au moins 140 personnes et en blessant 500. Ces frappes relèvent pleinement d'un crime de guerre ; pourtant aucun Etat occidental ne l'a signalé ni n'a protesté. Tout juste les Américains ont-ils fait savoir qu'ils allaient reconsidérer leur soutien aux Saoudiens dans ce conflit.

Or les Houthis ne représentent en rien une menace pour la sécurité du Moyen-Orient ni pour la paix mondiale. Ils se battent, non pour imposer au monde une vision violente, obscurantiste et sectaire de l'islam, mais pour retrouver une autonomie que le gouvernement d'Aden qui leur a été retirée en 1962. Sans doute faut-il rappeler aussi que les Houthis sont des zaydites, une secte de l'islam proche du chiisme. S'ils reçoivent bien un soutien de l'Iran, ils n'ont jamais manifesté la moindre velléité d'expansion territoriale au détriment de leur voisin du nord ou menacé les voies de circulation maritimes.

Malgré l'importance des moyens engagés, l'armée saoudienne n'a connu aucun succès à l'occasion de cette opération. Au passage, notons que ni la presse internationale ni les Etats occidentaux n'ont dénoncé les importants dommages collatéraux que l'armée de l'air saoudienne a provoqué au Yémen - en dépit des renseignements précis transmis par ses alliés américains.

Rappelons également que, non contente d'exporter le wahhabisme de par le monde, d'avoir soutenu les djihadistes et d'agresser l'un de ses voisins, l'Arabie saoudite est intervenue au Bahreïn à l'occasion du printemps arabe (2011) pour mater une révolte populaire sans que personne ne s'en offusque. Elle soutient également activement les groupes terroristes takfiris oeuvrant contre le régime de Bachar El-Assad et la population syrienne lui restant fidèle.

Paradoxalement, Riyad se révèle incapable d'assurer la sécurité des pèlerins se rendant à La Mecque pour le *hadj*, ainsi qu'en témoignent les incidents à répétition survenus ces dernières années ayant entraîné la mort de centaines de croyants. De plus, le royaume continue de recourir à des traitements barbares (décapitations, lapidations, flagellations, etc.) répondant aux normes de son système juridique islamiste.

Un virage à 180° de notre politique étrangère vis-à-vis de l'Arabie saoudite s'impose, car Riyad prône une idéologie haineuse, contraire à nos valeurs et finance, directement ou indirectement, le terrorisme et l'extrémisme religieux partout dans le monde, et jusque dans nos banlieues. Il convient de dépasser les promesses – parfois illusoire – de contrats mirobolants et ne pas se laisser acheter par des émirs autocrates, dont les comportements à l'égard de leur propre population et des étrangers sont encore plus éloignés des règles démocratiques que ceux de la Syrie et de l'Iran.

**Eric Denécé**

Directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

### ... GUERRE AU YÉMEN ...

#### **Riyad et les rebelles houthis s'accusent mutuellement de violer la trêve négociée par l'ONU...**

La coalition menée par l'Arabie saoudite a laissé entendre jeudi que le cessez-le-feu au Yémen pourrait prendre fin, en annonçant notamment des mesures contre les violations de la trêve commises par les Houthis, a rapporté la chaîne d'information locale *Al-Arabiya*. Cette annonce a été faite quelques heures à peine après le début de cette trêve de 72 heures, qui a été négociée par l'ONU et est entrée en vigueur mercredi à 23h59 heure locale (20h59 MT). La remise en question de la trêve par l'Arabie saoudite fait suite aux activités militaires des rebelles Houthis à la frontière entre les deux pays, activités qui ont notamment blessé un Saoudien et sa fille dans la région de Jazan. Au moins 24 violations de la trêve ont été signalées mercredi à la frontière entre l'Arabie saoudite et le Yémen, selon *Al-Arabiya*. Le major-général Ahmed Al-Asiri, porte-parole de la coalition, a déclaré à une chaîne de télévision locale que les attaques n'avaient pas cessé depuis le début de la trêve.

*(Radio Chine internationale, le 21-10-2016)*

Cessez-le-feu au Yémen, une trêve très précaire. Au moins onze personnes ont été tuées depuis hier, le premier jour de la trêve de 72 heures entre les rebelles houthis et les forces du président Mansour Hadi soutenu par la coalition de l'Arabie saoudite. Le porte-parole de cette coalition militaire a accusé hier les rebelles de la violer systématiquement. C'est la sixième tentative de cessez-le-feu dans le conflit yéménite qui a fait près de 6 900 morts et trois millions de déplacés depuis mars 2015.

*(Deutsche Welle, le 21-10-2016)*

Le groupe yéménite chiite Houthi a échangé vendredi des accusations avec l'Arabie saoudite sur la violation du cessez-le-feu dans le pays. La trêve, conclue grâce à une médiation de l'ONU, est entrée en vigueur mercredi à minuit et devait durer trois jours. Selon un communiqué publié par les médias contrôlés par les Houthis, une frappe aérienne lancée jeudi soir par la coalition arabe, menée par l'Arabie saoudite, a tué trois civils dans la province de Saada, au nord. La coalition a accusé les Houthis d'avoir tiré des roquettes sur les villes saoudiennes de Jazan et de Najran, tuant deux civils, selon un communiqué cité par des médias officiels saoudiens. Parallèlement, le gouvernement yéménite du président exilé Abd-Rabbo Mansour Hadi, soutenu par Riyad, a déclaré que ses forces

dans la province de Marib, au centre, avaient abattu jeudi soir trois missiles tirés par les rebelles houthis. Le cessez-le-feu vise à faciliter le passage de l'aide humanitaire vers les villes ravagées par la guerre. Des responsables onusiens ont émis le souhait que la trêve puisse être prolongée afin d'ouvrir la voie à la reprise des négociations de paix pour mettre un terme à la guerre.

*(Radio Chine internationale, le 21-10-2016)*

### **Alger rejette la proposition saoudienne évoquant sa participation à une force de maintien de la paix au Yémen...**

L'Algérie a rejeté la demande de l'Arabie saoudite et du Qatar l'appelant à participer à la mission des forces de maintien de la paix au Yémen. La récente visite en Algérie des commandants des armées saoudienne et qatarie avait pour objectif de proposer une participation de l'Algérie à la mission des forces de maintien de la paix au Yémen, a écrit le site *Middle East Eye* citant une source diplomatique algérienne. « L'Arabie saoudite veut mettre fin à la guerre contre le Yémen et déployer à la place des forces de maintien de la paix sur ce territoire » selon ce diplomate qui a fait part de la réaction algérienne à la proposition de l'Arabie saoudite et du Qatar. L'Algérie a dit qu'elle examinerait la proposition mais que sa réponse était, pour le moment, négative. L'Algérie avait déjà aussi rejeté une collaboration à la coalition saoudienne au Yémen, disant qu'elle ne permettrait jamais à ses forces de mener des opérations militaires au-delà des frontières du pays.

*(Press TV, le 26-10-2016)*

### **Les bombardements saoudiens au Yémen vivement condamnés par Jeremy Corbyn...**

S'exprimant devant les parlementaires britanniques, ce mercredi 26 octobre, le chef de l'opposition, a condamné l'Arabie saoudite pour les bombardements au Yémen. Selon l'agence *Fars*, Jeremy Corbyn s'est aussi attardé sur les droits bafoués des femmes et les supplices infligés aux citoyens de l'Arabie saoudite, après avoir qualifié de « violation des droits de l'Homme » les bombardements saoudiens du Yémen. Mettant en cause les actions saoudiennes et interrogeant la Première ministre Theresa May, Jeremy Corbyn a souhaité savoir si le gouvernement britannique allait poursuivre son soutien à la candidature de l'Arabie saoudite pour devenir membre du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Pour répondre à cette question, la Première ministre a déclaré que son gouvernement n'avait nullement l'intention de revoir ses relations avec l'Arabie, car il s'agit, selon elle, de relations importantes, notamment dans le domaine de la lutte antiterroriste. Déplorant la guerre qui s'éternise au Yémen, Corbyn a déploré les négligences de Londres vis-à-vis de cette guerre. Il a rappelé que les bombes qui tuent quotidiennement des civils, dont des enfants, au Yémen, sont larguées par des pilotes formés au Royaume-Uni. Il a, par ailleurs, fait appel à l'intervention du gouvernement britannique pour venir en aide au peuple yéménite. Discrète, quant à elle, Theresa May - au lieu de répondre directement à la question - est revenue sur sa récente rencontre avec les autorités émiraties sur un règlement pacifique de la crise au Yémen et la prolongation de la trêve.

*(Press TV, le 27-10-2016)*

### **Dans le nord du Yémen, un hôpital de MSF bombardé par la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite...**

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite et luttant au Yémen contre les rebelles a commis une erreur en août lorsqu'elle a mené un raid meurtrier près d'un hôpital soutenu par Médecins sans frontières. C'est ce qu'a indiqué hier la commission chargée de l'enquête lors d'une conférence de presse à Riyad. Selon elle l'attaque du 15 août a fait sept morts. Après ce raid aérien mené dans une province du nord contrôlée par les rebelles chiites houthis Médecins sans frontières avait dénoncé une attaque injustifiée qui avait fait selon elle dix-neuf morts.

*(La voix de l'Amérique, le 07-12-2016)*

## ... ACHATS D'ARMES ...

### **Riyad aurait acheté des drones israéliens par l'intermédiaire de l'Afrique du Sud...**

Le cyberactiviste, dont les révélations sur la famille régnante en Arabie sont très suivies, a révélé la signature d'un contrat d'achat de drones entre l'Arabie saoudite et le régime israélien sous médiation de l'Afrique du Sud. Mujtahid a publié, vendredi 21 octobre, sur son compte *Twitter* des informations selon lesquelles l'Arabie saoudite aurait menti sur l'inauguration d'une usine de fabrication de drones en Afrique du Sud afin de dissimuler le contrat qu'elle a signé avec Israël, et ce, sous médiation de Pretoria. Le contrat stipule l'achat des drones dont la valeur s'élèverait à 400 millions de dollars.

*(Press TV, le 22-10-2016)*

### **L'Arabie saoudite en passe d'acheter des armes à l'Ukraine...**

Selon *Mehr News*, l'Arabie saoudite compte acheter des armes à l'Ukraine dans le cadre de son programme de développement des coopérations militaires avec divers pays du monde. La coopération portera sur la technologie balistique et la mise à jour des systèmes spatiaux. Les propriétaires des industries militaires et des systèmes balistiques ukrainiens ont reçu des propositions de la part de Riyad concernant la vente de missiles balistiques et de missiles à longue portée. Certains experts estiment que l'adoption de la loi Jasta (Justice Against Sponsors of Terrorism) au Congrès américain a contraint l'Arabie saoudite à frapper à la porte de l'Ukraine pour lui acheter des armes. Pour rappel, l'Arabie saoudite est le plus gros acquéreur d'armes dans le monde. En 2015, elle a acheté plus de 9 milliards de dollars d'armements, soit une hausse de 50% par rapport à 2014.

(*Press TV, le 01-11-2016*)

### **Washington annule une livraison d'armes à l'Arabie saoudite...**

Les États-Unis annulent une livraison d'armes à l'Arabie saoudite. La cause : les inquiétudes de Washington concernant la manière dont son allié militaire mène sa campagne aérienne au Yémen. Un haut responsable de l'administration américaine a pointé du doigt le nombre élevé de victimes civiles dans ce conflit. Il est probable que cette décision ait été motivée par un bombardement de la coalition arabe survenu en octobre dernier qui avait fait 140 morts. Ce raid avait été qualifié d'erreur par la commission chargée de l'enquête.

(*Deutsche Welle, le 14-12-2016*)

## ... ACTIONS RÉGIONALES ...

### **Différend saoudo-égyptien concernant deux îles stratégiques en mer Rouge...**

Le président Abdel Fattah Al-Sissi est menacé par le prince héritier en second et ministre saoudien de la Défense, Mohammed Ben Salmane, de connaître le même sort que l'ex-président Hosni Mubarak, en cas de refus de céder les deux îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie saoudite en vertu d'un accord signé entre les deux pays. Selon *Mashreq News*, après que le président égyptien, Abdel Fatah Al-Sissi, a tenté de nier devant la presse les divergences entre Riyad et Le Caire, Mohkarem Mohammad Ahmad, célèbre journaliste et écrivain égyptien a révélé lors d'une émission télévisée qu'Israël devrait prendre la responsabilité d'assurer la sécurité de ces deux îles stratégiques de la mer Rouge. Ce journaliste a révélé aussi l'arrêt à plusieurs reprises par Riyad des importations du gaz vers l'Égypte. L'Arabie saoudite avait même conditionné, l'atterrissage de l'avion de Salman Ben Abdelaziz sur le sol égyptien, à la reconnaissance de la souveraineté saoudienne sur deux îles. Selon un rapport d'*Asharq Al-Awsat*, ce message de menace a été envoyé par le prince héritier en second, Mohammad Ben Salmane, à l'adresse du président égyptien, dont la teneur n'avait pas été jusqu'à présent publiée. De même, une source saoudienne proche du journal, a affirmé que dans un récent message à l'adresse d'Al-Sissi, le vice-prince héritier, revient sur un fichier audio, dans lequel le président égyptien avait déclaré que l'argent est abondant « comme les grains du riz » pour les pays du golfe Persique. Le prince saoudien a ensuite menacé Al-Sissi de lui infliger le même sort que Mubarak s'il n'écoute pas les diktats de Riyad. Toujours selon cette nouvelle, Ben Salman a menacé que si l'Égypte ne remet pas immédiatement les deux îles de Tiran et Sanafir à l'Arabie, et si elle ne renonce pas à l'embellie de ses relations avec l'Iran, et enfin si elle ne cesse pas son soutien au gouvernement syrien, Riyad suspendra tous ses investissements en Égypte afin de pousser Al-Sissi à connaître le même sort que l'ex-président Hosni Mubarak.

(*Press TV, le 20-10-2016*)

### **Aramco cesse ses livraisons de pétrole à l'Égypte...**

Les efforts en vue de réconcilier l'Égypte et l'Arabie saoudite ont échoué. C'est ce qu'indique le journal arabe *Al-Qods Al-Araby* paraissant à Londres. Deux tentatives inutiles donc après que les relations se soient détériorées ces derniers temps entre les deux pays suite au soutien de l'Égypte au vote au Conseil de sécurité de la proposition de résolution de la France et de la Russie à l'encontre de la position de l'Arabie saoudite. La compagnie pétrolière saoudienne Aramco a cessé ses livraisons de pétrole à l'Égypte suite à la crise survenue entre les deux pays.

(*Kol Israël, le 21-11-2016*)

### **La candidature de l'Arabie saoudite à l'Organisation internationale de la francophonie soutenue par Djibouti...**

Djibouti soutient la demande d'adhésion de l'Arabie saoudite à la Francophonie en tant que pays observateur, annonce un communiqué du ministère djiboutien des Affaires étrangères reçu mardi. L'Arabie saoudite a fait part de sa demande lors du 16e sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) d'Antananarivo qui s'est clôturé la semaine dernière à Antananarivo à Madagascar. « Le soutien d'une majorité de pays membres de l'OIF à la candidature de l'Arabie saoudite est une reconnaissance de la contribution significative consentie par ce pays frère en faveur du développement économique et social de plusieurs États membres de la francophonie, notamment des pays africains et arabes » peut-on lire dans ce communiqué. La République de Djibouti exprime dans ce même document ses regrets face aux réserves exprimées par d'autres États membres. « Si l'acceptation de la requête saoudienne a été repoussée au prochain sommet de l'OIF, cela n'enlève rien à la légitimité de cette candidature » affirme le communiqué. Le 16e sommet de l'OIF s'est tenu les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo, capitale de Madagascar. Un bon nombre de dirigeants du monde francophone, dont le chef de l'État djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, y ont pris part. Au cours de ces assises, plusieurs questions d'intérêt commun ont alimenté les discussions entre les participants. Citons, entre autres, les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone, les valeurs francophones au service d'une mondialisation harmonieuse et d'un monde plus stable.

*(Radio Chine internationale, le 30-11-2016)*

### **Des militaires saoudiens en passe d'être déployés à Djibouti...**

Le ministre des Affaires étrangères de Djibouti a fait part du déploiement des militaires saoudiens dans son pays. Subordonné à l'Arabie saoudite, Djibouti fait partie des premiers pays qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Iran à la demande de Riyad. Mahamoud Ali Youssouf a déclaré aux médias saoudiens que Djibouti se réjouissait de l'implantation d'une base saoudienne sur son territoire. Des commandants saoudiens sont déjà sur place pour repérer le terrain qui conviendrait le mieux pour leur base militaire. Youssouf a estimé que la présence militaire de l'Arabie saoudite ne signifiait nullement une ingérence dans les affaires intérieures de Djibouti. Concernant la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran, il a prétendu que cette décision avait été prise en raison de « certaines ambiguïtés » de la politique régionale de Téhéran, de son soutien au Hezbollah et de ses mesures anti-arabes. Début 2016, Djibouti a annoncé, après le Soudan, la rupture de ses relations diplomatiques avec l'Iran, suite à une crise diplomatique entre Téhéran et Riyad. Petit pays de la Corne de l'Afrique, à l'entrée de la mer Rouge et du golfe d'Aden, Djibouti se situe juste en face du Yémen où une coalition arabe menée par l'Arabie saoudite intervient, depuis mars 2015, pour ramener au pouvoir le président démissionnaire Mansour Hadi.

*(Press TV, le 05-12-2016)*

## ... ESPIONNAGE ...

### **En Arabie saoudite, quinze personnes condamnées à mort pour espionnage au profit de l'Iran...**

Un tribunal saoudien a condamné à mort mardi 15 membres d'un groupe de 32 personnes pour espionnage au profit de l'Iran, ont rapporté plusieurs médias proches du gouvernement. Les 15 condamnés à mort ont été reconnus coupables de haute trahison, tandis que 15 personnes ont écopé de 6 mois à 25 ans de prison. Deux autres personnes ont été acquittées, selon le verdict cité par le quotidien *Al-Riyadh* et d'autres médias saoudiens dans leurs éditions en ligne.

*(Radio France internationale, le 06-12-2016)*

Mardi, le ministère iranien des Affaires étrangères a réfuté les accusations d'espionnage lancées par l'Arabie saoudite, les qualifiant d'allégations sans fondement, motivées par des considérations politiques, a rapporté l'agence de presse semi-officielle *ISNA*. « La République islamique n'a jamais eu d'activités non diplomatiques en Arabie saoudite. Les accusations sans fondement sont des mensonges et sont motivées par des considérations politiques » a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Bahram Qasemi en réponse à un verdict récemment prononcé par un tribunal saoudien à l'encontre de certaines personnes accusées d'espionner pour le compte de l'Iran. « L'Arabie saoudite ne devrait pas chercher à accuser l'Iran en invoquant des allégations sans fondement pour en tirer un bénéfice politique et aggraver les tensions dans la région » a-t-il dit, ajoutant que forger de telles allégations n'est pas dans l'intérêt de la région. Mardi, un tribunal saoudien a condamné à mort quinze personnes accusées d'espionnage pour le compte de l'Iran, a rapporté la chaîne *Al-Arabiya*. Les condamnés font partie d'un réseau de trente-deux personnes. Deux d'entre elles ont été acquittées et



quinze autres sont passibles de peines d'emprisonnement comprises entre six mois et vingt-cinq ans, poursuit le reportage. L'Arabie saoudite a accusé l'Iran d'être derrière un certain nombre de perturbations régionales et de s'ingérer dans les affaires intérieures de pays, tels que le Bahreïn et le Yémen, des allégations qui ont été rejetées par l'Iran. L'Arabie saoudite a coupé ses liens avec l'Iran plus tôt cette année et a demandé à son ambassadeur de quitter le pays.

*(Radio Chine internationale, le 07-12-2016)*

### ... TERRORISME ...

#### **L'Arabie saoudite se dit prête à aider le Burkina Faso dans sa lutte contre le terrorisme...**

L'ambassadeur d'Arabie Saoudite au Burkina Faso, Dahier Alenize, a réaffirmé, lundi, la détermination de son pays à accompagner le Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme qui menace la stabilité des pays de la sous-région. « Nous sommes venus parler de la coopération sécuritaire avec le ministre Simon Compaoré et voir dans quelles mesures l'Arabie Saoudite et le Burkina Faso peuvent unir leurs forces pour venir à bout de l'insécurité » a déclaré M. Alenize à l'issue d'une audience, indique un communiqué du ministère en charge de la Sécurité rendu public mardi. Le diplomate saoudien qui était accompagné d'une délégation, a ajouté que cette rencontre avec le ministre en charge de la Sécurité du Burkina Faso fait suite à la visite du président Roch Marc Christian Kaboré en Arabie Saoudite. Pendant la visite, les deux parties avaient convenu d'une coopération sécuritaire entre les deux pays, surtout dans la lutte contre le terrorisme, a-t-il rappelé. Le Burkina Faso à l'instar des pays de la sous-région est confronté à une montée des actes de terroristes, depuis le 15 janvier 2016, lorsqu'un commando armé a tué une trentaine de personnes en plein centre-ville de la capitale, Ouagadougou.

*(Radio Chine internationale, le 26-10-2016)*

#### **Plusieurs attentats terroristes auraient été déjoués par les services de sécurité saoudiens...**

L'Arabie saoudite rapporte avoir empêché deux attaques terroristes. L'une prévoyait de poser une bombe lors d'un match de qualification de la Coupe du monde de football, et l'autre visait des policiers. Dimanche le ministère de l'Intérieur du pays a indiqué que deux Pakistanais, un Syrien et un Soudanais avaient été arrêtés. Ils sont soupçonnés d'avoir planifié la pose d'une bombe lors d'un match entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Le match s'est déroulé le 11 octobre à Djeddah, dans l'ouest du pays. Les responsables précisent que les quatre individus prévoient de faire exploser une voiture remplie de 400 kilos d'explosifs près du stade où se trouvaient quelque 60 000 spectateurs. Ils ajoutent que les autorités chargées de la sécurité les ont arrêtés la veille du match. Le ministère a aussi annoncé l'arrestation de quatre étudiants saoudiens. Ils sont soupçonnés d'avoir comploté en vue d'assassiner les responsables de la sécurité de trois villes, dont la capitale Riyad. D'après le ministère, les quatre étudiants avaient reçu les instructions d'un dirigeant du groupe État islamique en Syrie. Les autorités saoudiennes ont renforcé les mesures de sécurité après une vague d'attaques survenues dans trois villes en juillet.

*(Radio Japon international, le 31-10-2016)*

Le ministère saoudien de l'Intérieur a prétendu avoir démantelé les membres d'une cellule terroriste. Cherchant continuellement à fourvoyer l'opinion publique et à cacher son soutien sous-jacent aux groupes terroristes, le régime de Riyad s'attire les regards en annonçant régulièrement le démantèlement de groupuscules terroristes. Selon l'agence de presse officielle saoudienne SPA, le ministère de l'Intérieur a annoncé aujourd'hui, dimanche 30 octobre 2016, le démantèlement d'une cellule terroriste qui aurait eu l'intention de viser les forces de sécurité saoudiennes. Dans un communiqué, le ministère précise que la bande était composée de quatre personnes et qu'elle recevait des ordres d'un dirigeant du groupe terroriste Daesh depuis la Syrie. Son plan d'attaque contre le stade du Roi-Abdullah aurait été déjoué, ajoute le texte. Ce stade, aussi connu sous le nom d'Al-Jawhara (le joyau en arabe), est situé à 60 km au nord de Djeddah.

*(Press TV, le 31-10-2016)*

#### **Le chef de l'État islamique appelle ses hommes à attaquer l'Arabie saoudite et la Turquie...**

« Tenir Mossoul à tout prix ». C'est un message qui émane du chef du groupe État islamique, Abubakr Al-Baghdadi. Un message à ses hommes alors que le bastion de l'organisation terroriste en Irak est assiégé par les forces irakiennes soutenues par la coalition internationale. Un message audio, première déclaration publique depuis décembre dernier. Celui qui s'est auto-désigné calife de tous les musulmans appelle également ses hommes à attaquer l'Arabie saoudite et la Turquie.

*(Deutsche Welle, le 03-11-2016)*

### Trois morts après une fusillade dans la capitale saoudienne...

Dans une fusillade entre des individus armés et les forces de sécurité saoudiennes à Riyad, deux assaillants et un agent saoudien ont trouvé la mort, a annoncé le ministère saoudien de l'Intérieur. Selon l'agence de presse saoudienne SPA citant le porte-parole du ministère de l'Intérieur, lors de cette fusillade, qui a éclaté ce samedi 7 janvier dans le quartier d'Al-Yasmin de la capitale, Riyad, deux individus armés ont été tués et un autre a été blessé. La police s'est rendue ensuite au repaire des assaillants où elle a découvert des ceintures d'explosifs et des bombes artisanales, ajoute le ministère saoudien de l'Intérieur. Lors de cet accrochage, un agent de sécurité saoudien a été tué et un autre blessé.

(Press TV, le 09-01-2017)

## ... CYBERGUERRE ...

### Des organismes gouvernementaux saoudiens visés par des cyberattaques fin novembre...

Des cyberattaques ont visé fin novembre des organismes gouvernementaux ainsi que des infrastructures vitales saoudiennes sans épargner le secteur des transports du pays. À en croire le Centre National Cyber Security de l'Arabie saoudite, les attaques ont été menées depuis un pays étranger. Ce centre dont le siège se trouve au sein du ministère saoudien de l'Intérieur, a annoncé que des autorités gouvernementales du pays avaient été aussi ciblées par plusieurs attaques de hackers. Selon la presse saoudienne, les pirates informatiques ont réussi en pénétrant dans les serveurs gouvernementaux à y provoquer des perturbations et à transmettre des logiciels malveillants qui ont donc infecté des centaines de postes de travail.

(Press TV, le 02-12-2016)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence  
[www.isabel-intelligence.org](http://www.isabel-intelligence.org)

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)  
[www.cf2r.org](http://www.cf2r.org)

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – [direction@renseignor.com](mailto:direction@renseignor.com)

Tel. : 0892230322 #2667 (0,36 €/mn)

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – [redaction@renseignor.com](mailto:redaction@renseignor.com)



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement  
 21 Boulevard Haussmann – 75009 Paris  
 Tel.: 01 53 43 92 44 – Fax.: 01 53 43 92 00